

**Procès-Verbal de restitution à la Ville de Grasse du local « Office du Tourisme » sis place de la
Buanderie à Grasse dans le cadre de la compétence « promotion du tourisme »**

ENTRE :

La commune de Grasse, représentée par son Maire Monsieur Jérôme VIAUD, dûment autorisé par délibération du conseil municipal n° xx en date du 29 mars 2022, ci-après désignée par les termes « la commune »,

D'une part,

ET :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, représentée par son Président, Monsieur Jérôme VIAUD dûment autorisé par la délibération du conseil communautaire n° xxx en date du xxx, ci-après désignée par les termes « la communauté d'agglomération »,

D'autre part

PRÉAMBULE

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.5216-5 et L.5211-5-III,

VU les trois premiers alinéas de l'article L.1321-1, les deux premiers alinéas de l'article L.1321-2 et les articles L.1321-3 à L.1321-5 du Code général des collectivités territoriales ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2013 portant création de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2015 portant modification des compétences de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

CONSIDÉRANT que conformément aux dispositions de l'article L.5216-5 du Code général des collectivités territoriales :

« I.- La communauté d'agglomération exerce de plein droit au lieu et place des communes membres les compétences suivantes :

1° En matière de développement économique : actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ; (...) »,

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2015 précité, figure au nombre des compétences obligatoires de la Communauté d'Agglomération la compétence suivante : « *promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme* ».

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L.5211-5-III du Code général des collectivités territoriales :

« Le transfert des compétences entraîne de plein droit l'application à l'ensemble des biens, équipements et services publics nécessaires à leur exercice, ainsi qu'à l'ensemble des droits et obligations qui leur sont attachés à la date du transfert, des dispositions des trois premiers alinéas de l'article L.1321-1, les deux premiers alinéas de l'article L.1321-2 et les articles L.1321-3, L.1321-4 et L.1321-5 » du Code général des collectivités territoriales ;

CONSIDÉRANT que les trois premiers alinéas de l'article L.1321-1 du Code général des collectivités territoriales disposent que :

« Le transfert d'une compétence entraîne de plein droit la mise à la disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert, pour l'exercice de cette compétence.

Cette mise à disposition est constatée par un procès-verbal établi contradictoirement entre les représentants de la collectivité antérieurement compétente et de la collectivité bénéficiaire. Le procès-verbal précise la consistance, la situation juridique, l'état des biens et l'évaluation de la remise en état de ceux-ci.

Pour l'établissement de ce procès-verbal, les parties peuvent recourir aux conseils d'experts dont la rémunération est supportée pour moitié par la collectivité bénéficiaire du transfert et pour moitié par la collectivité antérieurement compétente. À défaut d'accord, les parties peuvent recourir à l'arbitrage du président de la chambre régionale des comptes compétente. *Cet arbitrage est rendu dans les deux mois. »*

CONSIDÉRANT que l'article L.1321-3 du Code général des collectivités territoriales disposent que :

« En cas de désaffectation totale ou partielle des biens mis à disposition en application des articles L. 1321-1 et L. 1321-2, la collectivité propriétaire recouvre l'ensemble de ses droits et obligations sur les biens désaffectés.

La collectivité bénéficiaire de la mise à disposition peut, sur sa demande, devenir propriétaire des biens désaffectés, lorsque ceux-ci ne font pas partie du domaine public, à un prix correspondant à leur valeur vénale. Ce prix est éventuellement :

-diminué de la plus-value conférée aux biens par les travaux effectués par la collectivité bénéficiaire de la mise à disposition et des charges, supportées par elle, résultant d'emprunts contractés pour l'acquisition de ces biens par la collectivité antérieurement compétente ;

-augmenté de la moins-value résultant du défaut d'entretien desdits biens par la collectivité bénéficiaire de la mise à disposition.

A défaut d'accord sur le prix, celui-ci est fixé par le juge de l'expropriation »

Considérant que la promotion du tourisme constitue donc une compétence obligatoire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse,

Considérant que pour exercer cette compétence la Ville de Grasse détenait un local sis place de la buanderie qui a été mis à disposition de la CA du Pays de Grasse par PV de mise à disposition signé entre les deux parties.

Considérant que, pour les communautés d'agglomération, dès qu'un bien n'est plus affecté à une compétence, il peut être restitué à la commune membre antérieurement compétente conformément à l'article 1321-3 du CGCT ;

EN CONSÉQUENCE, IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIVIT :

Article 1 – Objet

Est constatée par le présent procès-verbal la désaffectation totale des locaux sis place de la Buanderie à la compétence Tourisme exercée par la CA du Pays de Grasse, la collectivité propriétaire recouvrant ainsi l'ensemble de ses droits et obligations sur les biens désaffectés.

Il est mis fin à la mise à disposition de ces locaux sis place de la Buanderie à la CA du Pays de Grasse par la Ville de Grasse.

Article 2 – Entrée en vigueur

La présente entrera en vigueur à la date de signature des deux parties.

Article 3 – Consistance et situation juridique du bien

Le bien désaffecté est constitué des biens du domaine public de la commune indiqués dans l'Etat des biens lequel est annexé aux présentes (Annexes 1).

Plusieurs plans sont également joints (Annexes 1).

Article 4 – Etat du bien

L'état des biens mis à disposition est détaillé dans l'annexe.

La Communauté d'agglomération rendra les locaux dans l'état au moment de la signature du présent procès-verbal, la Ville de Grasse déclarant les connaître pour les avoir vus et visités à sa convenance. Un état des lieux contradictoire sera dressé et sera annexé aux présentes.

Article 5 – Effets de la désaffectation des biens

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse s'étant substituée de plein droit à la commune dans tous les contrats liés à l'entretien et aux réparations nécessaires à la préservation du bien transféré.

La Collectivité propriétaire, la Ville de Grasse, recouvre l'ensemble des droits et obligations attachés au bien désaffecté.

La Ville de Grasse se subroge désormais à la CA du Pays de Grasse dans l'exécution des contrats en cours afférents au bâtiment objet des présentes. La substitution vaut pour tous les contrats, notamment ceux concernant des emprunts, des contrats d'assurance ou de location, d'assurances, et ceci dès la date d'entrée en vigueur de la présente convention.

L'ensemble des contrats en cours est annexé au présent procès-verbal.

Tout appareillage installé mais non lié à la compétence tourisme (ex antennes opérateurs...) ou qui sera installé sur les locaux de l'office du Tourisme demeurent propriété de la Ville et ne sont pas mis à disposition.

Article 6 – **Prix de la désaffectation**

La désaffectation des locaux au bénéfice de la Ville de Grasse se fait à titre gratuit.

Article 7 – **Evaluation de la remise en Etat**

Néant.

Article 8 – **Durée**

La mise à disposition prend fin lors de la désaffectation des biens à la compétence Tourisme conformément à l'article L.1321-3 du Code général des collectivités territoriales, du retrait de la Commune de Grasse ou de la dissolution de la Communauté.

Article 9 – **Constatation comptable**

La présente mise à disposition est constatée dans les comptes des deux collectivités tel que suivant :

Actif :

N° Inventaire : 18CAPG0750 (annexe 1)

Montant brut au 31/12/2021 : 656.567 €

Amortissement : 0

Valeur nette au 31/12/2021 : 656.567 €

Passif :

Valeur à la date du transfert 01/01/2018 : 248.485 €

Valeur brute au 31/12/2021 : 198.788 € (annexe 2)

Taux fixe : 3,55%

Durée restante : 15 années

Fait en 4 exemplaires à Grasse le

Pour la Commune de Grasse Le Maire ou son représentant,	Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse Le Président, M. Jérôme VIAUD
---	---

Annexe n°1 : Fiche inventaire

Annexe n°2 : Caractéristique et échéancier emprunt

Annexe n°3 : Plans

Annexe n° 4 : Etat des lieux contradictoires